HAL open science

Lieux d'habitat et appartenances sociales

Anne Wyvekens

▶ To cite this version:

Anne Wyvekens. Lieux d'habitat et appartenances sociales. Les Cahiers français : documents d'actualité, 2005. hal-02319580

HAL Id: hal-02319580
https://hal.science/hal-02319580

Submitted on 18 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La ville et le lien social
Lieux de résidence et appartenances sociales

Si les banlieues ont longtemps focalisé – jusqu'à presque la monopoliser – la réflexion sur la cité appréhendée du point de vue des conditions et des rapports sociaux, des études récentes ont élargi ce même questionnement à la ville tout entière.
Ainsi, Anne Wyvekens présente les résultats des investigations relatives aux deux types de configuration urbaine que sont la périurbanisation et la gentrification, configurations l'une et l'autre productrices de différenciations socio-spatiales.
Elle fait part aussi des analyses concernant les causes et les conséquences de ces ruptures du tissu urbain.

C. F.

Pendant vingt ans, en France, voir la ville sous l'angle du « social », c'était parler des banlieues. Les quartiers dits de relégation faisaient l'objet de toutes les attentions, politiques et scientifiques, et le reste de la ville, indifférencié, non raconté, non étudié, allait en quelque sorte de soi. En 2004, paraissent presque simultanément trois ouvrages (1) qui, chacun à sa manière, indiquent que quelque chose a changé dans la façon d'appréhender le rapport entre question(s) sociale(s) et territoire(s) urbain(s). Voilà que la question sociale/urbaine ne se limite plus aux banlieues. L'*Atlas des nouvelles fractures sociales en France* de Christophe Guilluy et Christophe Noyé annonce clairement la couleur dans son sous-titre : « Les classes moyennes oubliées et précarisées ». Avec *Le ghetto français,* sous-titré « Enquête sur le séparatisme social », Éric Maurin déclare vouloir montrer que les « quelques centaines de quartiers dévastés par l'échec et la pauvreté (…) ne sont que la conséquence la plus visible de tensions séparatistes qui traversent toute la société, à commencer par ses élites ». Et c'est dans un numéro spécial de la revue *Esprit* paru avant les deux ouvrages précités que Jacques Donzelot érige ce changement de perspective en modèle : c'est *La ville à trois vitesses,* soit, comme le précise le sous-titre, « Gentrification, relégation, périurbanisation ».
D'où vient ce nouveau regard sur la question sociale et la ville ? Que voit-on, plus précisément, aujourd'hui ? Quels sont les enjeux de ce déplacement, sur quoi ouvre-t-il ?

Un élargissement progressif du regard

D'où vient ce changement de perspective ? D'Amérique, serait-on tenté de dire si cela ne risquait d'être mal interprété. Et pourtant, d'Amérique doublement. Du côté des sciences sociales, d'abord, le phénomène des *gated communities* attire soudain l'attention. Phénomène au sens fort du terme, objet étrange, que l'on croyait une pratique exclusive de ces « fous d'Américains » et dont on s'aperçoit que, pour ce qui est de l'inspiration au moins, il ne nous est pas si totalement étranger. Se protéger, être entre soi : s'il n'y a pas à proprement parler en France, ou seulement sous une forme euphémisée, de *gated communities,* ce qu'on y trouve bien, c'est le souci d'éviter soit la menace directement sécuritaire soit la « contamination », par la proximité – dans le quartier, à l'école –, de populations paupérisées auxquelles on a peur de ressembler un jour. « Le lien entre la société incivile des zones défavorisées et l'urbanisme affinitaire » est au centre de la « nouvelle question urbaine » (Donzelot, 1999). Le terme de « ségrégation » (Brun, Rhein, 1994) reprend du service, parfois remplacé par celui de « sécession » (Jaillet, 1999) ; le débat français construit cette nouvelle problématique « entre le ghetto noir et les *gated communities* » (Lelévrier, 2001).
L'autre déplacement, initié celui-là par des économistes, nous vient également d'Amérique. Il trouve son origine dans la théorisation de la « ville globale » (Sassen, 1991), appelée aussi « ville duale » parce qu'elle juxtapose, dans les métropoles mondialisées, la population des employés des grandes firmes avec celle, infiniment plus pauvre, des

(1) On se limite volontairement – et jusqu'à un certain point arbitrairement – à ces travaux récents, en tant qu'ils marquent, selon nous, l'émergence d'une problématique nouvelle, et même si, évidemment, ils n'en épuisent pas le contenu.

« serviteurs » de ces employés. Son analyse, qui postule l'existence d'un lien structurel entre les transformations économiques typiques de ces villes et l'intensification de leur dualisation sociale et urbaine, fait se rapprocher analyse économique et analyse sociologique et inspire le développement, en France, d'un même genre de démarche. Ainsi Edmond Préteceille (1995) montre-t-il, à partir des données de l'INSEE sur les catégories d'activité économique, que la « division sociale de l'espace », même s'il la relativise ((2003), concerne la ville dans son ensemble.

Quelle « spécialisation sociale des territoires » ?

« Division sociale de l'espace », « spécialisation sociale des territoires » (Esptein, Kirszbaum, 2003), « polarisation sociale de l'urbain » (Donzelot, Jaillet, 2004), le phénomène fait désormais partie du paysage de la sociologie urbaine. De quoi s'agit-il plus précisément ? Pour en rendre compte, tentons une acrobatie : celle qui consiste à partir d'une présentation idéal-typique – la « ville à trois vitesses » –, où les tendances importent plus que les faits, afin de faire voir ce que différents travaux disent en termes empiriques, chiffres ou lettres, des deux types de configuration urbaine qui retiennent aujourd'hui – et en fait depuis un certain temps déjà – l'attention : la périurbanisation et la gentrification.

La périurbanisation

L'espace périurbain, « un univers pour les classes moyennes », un espace dont les extrêmes sont absents (Jaillet, 2004), telle est la forme sous laquelle le produit de l'étalement urbain a peu à peu pris consistance scientifique. Ce qui frappe ici est en effet la naissance, la reconnaissance d'un objet. Comme le dit Yves Chalas, le périurbain n'est pas l'insaisissable, le périurbain n'est pas de la non-ville, ce n'est pas un non-lieu. Le mouvement est double : d'abord, le périurbain « émerge », comme un espace urbain à part entière, que l'on va s'employer à décrire ; parallèlement il va s'agir de le « requalifier », voire de procéder à sa « défense et illustration » (Chalas, 2004 ; Estèbe, 2004).

Choix ou contrainte ?

Qui fait le choix de vivre à l'écart de la ville, et pourquoi ? S'agit-il, et jusqu'à quel point, d'un choix véritable ? Yves Chalas parle de « l'autonomie de l'habiter ». L'habitant du périurbain ne fuit pas la ville, il veut les avantages et de la ville et de la campagne. Le périurbain serait même, en quelque sorte, le révélateur du nouvel urbain, celui pour qui la mobilité n'est pas une contrainte, celui qui, parce que les périphéries s'équipent, peut jouir des plaisirs de l'urbain sans être en ville. C'est « la ville au choix ». Sans doute, mais à l'aspiration des classes moyennes à plus d'espace, plus de nature, à leur rejet de la ville minérale, à la dimension symbolique positive que comporte, en termes de promotion sociale, le fait d'habiter une maison individuelle, se combine efficacement la dure loi du marché : l'accroissement du coût de l'immobilier dans les centres-villes contraint de plus en plus de ménages à renoncer à trouver là un logement adapté à la vie familiale (Jaillet, 2004). Selon les points de vue, le départ vers les périphéries sera considéré comme étant *avant tout* un choix contraint, lié aux prix de l'immobilier (Guilluy, Noyé, 2004). Un point de vue complémentaire (Estèbe, 2004) évoque « l'étalement urbain » comme le résultat de données relevant à la fois de l'offre et de la demande de logement.

Un univers socialement hétérogène

Cet univers pour les classes moyennes n'est pas pour autant un univers socialement homogène. En langage de géographe, le périurbain est décrit comme un « espace-mosaïque », sorte de « sous-division » sociale de l'espace que produit la combinaison d'une logique d'auréole, une logique d'axe, une logique de site (Jaillet, 2004). Sous un angle plus sociologique, et en prenant en compte, surtout, l'évolution du contexte socio-économique, on observe qu'aux générations de classes moyennes « conquérantes » sont venues s'ajouter d'autres classes moyennes, plus moyennes, plus fragiles. Faiblesse de l'apport personnel et insuffisante capacité d'endettement conduisent dans les lotissements bas de gamme les plus éloignés des centres ; le moindre accident de parcours pouvant s'avérer fatal, le rêve de la classe moyenne, l'accession à la propriété, se conclut souvent en cauchemar. Les classes populaires représenteraient en fait la moitié de la population des périphéries urbaines. « À l'arrivée, la relégation toujours, la précarité parfois et le sentiment d'une fin de partie pour les classes moyennes salariées » (Guilluy, Noyé, 2004). D'autres regards sont plus… optimistes. Le périurbain aurait pour « fonctionnalité première » de rassurer les classes moyennes inquiètes de leur possible précarisation, aussi bien par la distance qu'il institue que par l'entre soi qu'il favorise. L'espace périurbain n'est peut-être plus le lieu de la promotion des classes moyennes, il resterait celui de la construction de leur identité, au moins par défaut (Jaillet, 2004).

La gentrification

Si les classes moyennes périurbaines étaient *oubliées*, on pourrait dire que, jusqu'à un certain point, la « gentrification », elle, n'*existait* même pas. Le mot en tout cas a bien du mal à se frayer un chemin dans le lexique de l'urbain. Il est étonnant de constater comment, au moment où il apparaît timidement en France, des pays comme le Canada, l'Angleterre et les

Etats-Unis y consacrent depuis longtemps non plus des essais mais des études empiriques pointues et multiples (2).

Une notion d'origine anglaise…

Qu'est-ce que la gentrification ? La notion, cette fois, est d'origine anglaise. Le mot a été utilisé pour la première fois par Ruth Glass (1963) pour décrire un phénomène initialement marginal : l'installation de classes moyennes dans les quartiers populaires dévalorisés du centre de Londres (plutôt que dans le périurbain, comme c'était leur tendance naturelle), y occasionnant une réhabilitation du bâti et l'éviction des habitants les plus pauvres. Alors que Glass met l'accent sur le rôle, dans ce processus, des habitants eux-mêmes, un second modèle, celui de l'Américain Neil Smith (2003), explique la diffusion du mouvement en des termes macroéconomiques, comme le résultat d'une stratégie urbaine des municipalités en compétition dans le cadre de l'économie globale.

… opératoire aussi pour les villes françaises

En France, Catherine Bidou-Zachariasen (2003) initie la réflexion sur le phénomène des « retours en ville », en publiant un ouvrage collectif, composé majoritairement de contributions étrangères, dans lequel le lecteur français découvre – enfin – une réflexion argumentée et illustrée sur le phénomène. C'est elle également (2004) qui explique comment et pourquoi, si ce processus socio-spatial est bien présent dans les villes françaises, le concept de gentrification est absent des discours les concernant, à l'exception peut-être, récemment, des médias. Selon elle, l'explication est à trouver dans la difficulté qu'ont les sciences sociales, mais également le discours médiatique et politique, à penser les classes moyennes.
Quant aux travaux empiriques, si quelques recherches éparses ont rencontré le processus, souvent sans le désigner comme tel (Bidou, 1984 ; Authier, 1993), ils commencent à peine. Dans cette rubrique, le travail mené par Guilluy et Noyé (2004) à Paris, Lyon et Marseille permet en quelque sorte d'entrer dans le vif du sujet. Explorant les quartiers gentrifiés, ils décrivent les « gentrificateurs » – des petits bourgeois intellos, les « bobos », dont le capital est culturel plus qu'économique. Ils détaillent les étapes du processus, les arrivées (et les exclusions) successives qui transforment un quartier ouvrier en un quartier « embourgeoisé » : après le développement de lieux culturels, de bars branchés, galeries d'art, salles de spectacles, restaurants de tous les pays, ce seront les opérations immobilières et les réaménagements urbains tels que rues piétonnes, jardins, pistes cyclables. L'exemple de Paris sert de support à la construction d'une typologie des gentrifications (Guilluy, 2004) : non seulement la gentrification ne se produit pas d'un coup mais, selon les endroits, elle prend des visages divers. Certains quartiers sont voués à se gentrifier en quasi-totalité, dans d'autres un clivage persiste. Certains processus de gentrification sont accélérés, d'autres très lents. Marseille en fournit un autre exemple, avec son quartier du Panier, dont la gentrification provient plus d'une volonté municipale que d'un mouvement des populations elles-mêmes.
Ce quartier fait l'objet d'un autre travail de terrain, centré sur une thématique présente à des degrés divers dans les différentes approches : celle de la confrontation entre les « gentrifiés » et les « gentrificateurs ». Là où Guilluy et Noyé stigmatisent la « violence sociale », le « conflit de classes » générés par la gentrification, là où Smith évoque les mouvements de lutte contre la gentrification qui ont émergé dans les grandes villes mondiales et la « rénovation urbaine à dimension classiste » qu'inaugure la gentrification aujourd'hui, Sarah Boucher (2004) pratique une sociologie du face-à-face entre les nouveaux venus et les anciens occupants du quartier : comment, par exemple, les incivilités des seconds vis-à-vis des premiers représentent à la fois une expression de leur résistance, un moyen pour consolider un contrôle sur le territoire ou se le réapproprier, mais aussi le symbole d'une opposition politique à la manière dont les gentrificateurs investissent l'espace public – « celle du mouvement, de la libre circulation, de l'anonymat et de la réserve » *vs* « celle de l'entre soi dominé par l'interconnaissance et l'intensité des proximités de voisinage ».

Un diagnostic, plusieurs analyses

Au-delà de la découverte de configurations urbaines autres que les banlieues, au-delà de l'exploration d'espaces qui se spécialisent, s'homogénéisent socialement – jusqu'à un certain point –, ce qui est en cause, plus fondamentalement, c'est « l'hétérogénéité ou la rupture des liens entre ces lieux, ou entre les populations qui y résident » (Béhar, 2001). Le plus novateur, dans la réflexion sur les raisons du vivre en dehors de la ville, ne concerne au fond pas les lieux, mais les gens. À la recherche positive d'un espace « avec qualités » se combine, de plus en plus et de plus en plus puissamment, le souci de se mettre à distance de populations considérées comme menaçantes. L'idée fait aujourd'hui l'objet d'un large consensus. « Séparatisme social », « nouvelles fractures sociales », « ville à trois vitesses » ou « refaire ville en France ? », chacun des trois ouvrages pose un identique diagnostic de rupture, que chacun, ensuite, analyse à sa manière.

Les stratégies scolaires au fondement de l'entre soi ?

Éric Maurin illustre et enrichit le constat de départ. Centrant son essai sur les stratégies de fuite ou d'évitement repérées par Marie-Christine Jaillet et

(2) Ainsi cette recherche sur « Gentrification et incendies criminels dans trois quartiers de Montréal » (Therrien, Vallée, Dupuis, 1996).

Jacques Donzelot, il dresse « l'état des lieux de la ségrégation aujourd'hui » à partir des données de l'enquête « emploi » que l'INSEE mène chaque année. Ce qui est nouveau, ce ne sont pas les clivages territoriaux – la richesse a toujours été inégalement répartie sur le territoire –, c'est le fait que le territoire lui-même – en fait le voisinage – devient un enjeu de plus en plus central. « On choisit sans doute moins son immeuble que ses voisins », mais pourquoi ? Il tente alors de comprendre les tendances à l'entre soi, en mettant au jour les « effets de contexte » – réels ou fantasmatiques – en vertu desquels les gens restent entre semblables. Constatant en particulier la fuite ou l'évitement dont font l'objet, de la part des classes moyennes, les quartiers dont les établissements scolaires sont classés en ZEP, il choisit comme indicateur le destin scolaire des enfants : est-il ou non influencé par le voisinage et dans quel sens ? Si les réponses restent incertaines, la démarche présente l'intérêt non négligeable de donner un sens plus précis à la recherche de l'entre soi et de montrer, *a contrario,* combien est improbable la mixité sociale qui serait la solution à tous les maux de la ville.

La surmédiatisation des banlieues, nouvel avatar de la lutte des classes ?

Le propos des auteurs de l'*Atlas des nouvelles fractures sociales* est le même, quand il s'agit d'affirmer que le problème des banlieues n'est pas le seul ni le vrai problème urbain. Identique également le constat des pratiques d'évitement, d'une société « hantée par la peur du déclassement ». Mais très différents, le ton et le registre – dénonciateurs – de l'analyse : la focalisation des regards sur les banlieues relèverait d'une sorte de manipulation. La démarche des deux géographes rejoint la précédente dans son esprit : montrer l'étendue de la division sociale de l'espace. Les moyens utilisés sont différents : mobilisant un bien plus large éventail de données empiriques, ils décrivent par le menu, de façon plus énumérative que systématique, mais en en faisant apparaître la complexité, une multiplicité de « dynamiques de la ségrégation urbaine », de rapports entre territoires et catégories sociales les investissant. Ils proposent une véritable cartographie sociale de la France – pas uniquement urbaine en outre. Quant à l'enjeu de cette géographie sociale, on retrouve sans doute dans l'atlas le constat de pratiques de fuite, l'observation de « classes » qui ne s'affrontent plus mais se séparent, cette séparation se redoublant de leur séparation spatiale. Les auteurs soulignent, dans les motifs d'installation dans le secteur périurbain, le désir de « se maintenir à distance réelle ou symbolique des quartiers d'habitat social ». Ils observent « la réticence des résidents au développement de l'habitat sur leur commune, qui tendrait à la rapprocher, dans sa forme, des banlieues denses qu'ils ont quittées et du risque de dérive sociale qui y est associé ». Mais l'accent n'est pas mis par eux sur les possibles remèdes à ce séparatisme. Avec une virulence qui contraste avec la méticulosité de leur description, ils n'y vont pas par quatre chemins : « La surmédiatisation des quartiers difficiles ou le faux débat de l'intégration des jeunes permettent (…) aux catégories qui bénéficient le plus du système de conforter leur domination ». L'interprétation qui sous-tend la description, incisive, se décline chez eux en termes de pouvoirs. C'est une géographie du pouvoir qui se résume dans l'intitulé de la conclusion : « Des centres prescripteurs aux périphéries aphones ». Ce qui est nouveau, c'est que l'idée de « parole » remplace celle de richesse. On n'est plus dans une lutte des classes pour le capital, mais dans la non-confrontation de deux grands groupes dont l'un parle et l'autre – sans qu'il soit exactement précisé pourquoi ni par qui – est réduit au silence. Une sorte de *remake*, ou d'*aggiornamento* de la lutte des classes ?

Une ville à trois vitesses ?

Jacques Donzelot, enfin, n'évacue pas les banlieues, ni par la relativisation du problème qu'elles représentent, ni par le soupçon jeté sur l'intérêt qu'on leur porte. Il en opère une relecture, en les intégrant dans le modèle de la ville à trois vitesses : modèle idéal-typique, auquel on aura beau jeu de reprocher des approximations voire des inexactitudes, mais sans doute le plus éclairant, à cause précisément de ce souci de donner du sens plutôt que de décrire, de mettre les images au service de l'intelligence plutôt que l'inverse. Relégation, périurbanisation, gentrification sont successivement mises en scène sous un quadruple éclairage : quel type d'entre soi s'y pratique-t-il ? Quelle attitude les habitants ont-ils par rapport à la mobilité ? Quel est leur rapport à l'insécurité ? Et enfin comment se pose pour eux la question de l'éducation de leurs enfants ? Au-delà de l'effet des images mises en symétrie, la représentation d'une ville à *trois* vitesses ouvre des perspectives nouvelles en termes de réponses. Les classes moyennes, qui étaient la solution de la ville industrielle, ne sont pas un mythe servant de cache-sexe à une indépassable vision binaire de la société, « elles sont devenues le problème dans la ville mondialisée ». Oubliées, sans doute, mais « si l'on veut abaisser les barrières qui séparent les exclus de ces « oubliés », on ne pourra pas y arriver sans réduire, en même temps, celles qui retiennent ces derniers en deçà des possibilités offertes par la mondialisation ». ■

Anne Wyvekens,
Chargée de recherche au CNRS

Pour en savoir plus

Authier J.-Y., *La vie des lieux. Un quartier du vieux Lyon au fil du temps,* Lyon, PUL.

Béhar D. (2001), « Plaidoyer pour une mixité revisitée », *Fondations,* n°13, pp. 31-40.

Bidou C. (1984), *Les aventuriers du quotidien. Essai sur les nouvelles classes moyennes,* Paris, PUF.

Bidou-Zachariasen C. :

- (éd.) (2003), *Retours en ville*, Paris, Éd. Descartes.

- (2004), « Gentrification : le tabou français », *Esprit,* n°3-4, mars-avril, pp. 62-64.

Boucher S. (2004), « La gentrification à Marseille », *in* Donzelot J., Jaillet M.-C. (dir.) (2004), *Polarisation sociale de l'urbain et services publics,* séminaire, séance du 15 décembre.

Brun J., Rhein C. (1994), *La ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan.

Chalas Y. (2004), « La réinvention de l'urbain en périphérie », *in* Donzelot J., Jaillet M.-C. (dir.), *Polarisation sociale de l'urbain et services publics,* séminaire, séance du 13 mai.

Donzelot J. :

- (1999), « La nouvelle question urbaine », *Esprit*, n°11, novembre, p. 87 *sqq*.

- (2004), « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit,* n°3-4, mars-avril, pp. 14-39.

Donzelot J., **Jaillet M.-C.** (dir.) (2004), *Polarisation sociale de l'urbain et services publics,* séminaire, comptes rendus ronéotés.

Epstein R., Kirszbaum Th. (2003), « L'enjeu de la mixité sociale dans les politiques urbaines », *Regards sur l'actualité,* n°292, juin, pp. 63-73.

Estèbe Ph. (2004), « Quel avenir pour les périphéries urbaines ? », *Esprit,* n°3-4, mars-avril, pp. 82-95.

Glass R. (1963), *Introduction to London : Aspects of Change,* Londres, Center for Urban Studies.

Guilluy Ch., Noyé Ch. (2004), *Atlas des nouvelles fractures sociales en France. Les classes moyennes oubliées et précarisées,* Paris, Éd. Autrement.

Guilluy Ch. (2004), « La gentrification à Paris », *in* Donzelot J., Jaillet M.-C. (dir.), *Polarisation sociale de l'urbain et services publics,* séminaire, séance du 15 décembre.

Jaillet M.-C. :

- (1999), « Peut-on parler de sécession urbaine à propos des villes européennes ? », *Esprit,* n°11, novembre, pp. 145-167.

- (2004), « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit,* n°3-4, mars-avril, pp. 40-62.

Lelévrier C. (2001), « La mixité sociale et les politiques urbaines », *Passages,* n° 109-110, pp. 29-32.

Maurin É. (2004), *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social,* Paris, Seuil, coll. « La République des idées ».

Préteceille É. :

- (1995), « Division sociale de l'espace et globalisation. Le cas de la métropole parisienne », *Sociétés contemporaines,* n°22/23, pp. 33-67.

- (2003), « Lieu de résidence et ségrégation sociale », *Cahiers français,* n°314, pp. 64-70.

Sassen S. (1991), *The Global City. New York, London, Tokyo,* Princeton, Princeton University Press, trad. française, 1996, *La ville globale,* Paris, Éd. Descartes.

Smith N. :

- (1982), « Gentrification and Uneven Development », *Economic Geography,* vol. 58, pp. 139-155.

- (2003), « La gentrification généralisée : d'une anomalie locale à la "régénération" urbaine comme stratégie urbaine », *in* Bidou-Zachariasen C. (éd.), *Retours en ville*, Paris, Éd. Descartes, pp. 45-72.